



# Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ?

**Nabil Mouline**

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps**, PAGES 43 À 55  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0043

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-43?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ?

Par **Nabil Mouline**

**Nabil Mouline** est chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Il a publié plusieurs ouvrages, dont *Le Califat : histoire politique de l'islam*, Paris, Flammarion, 2016.

Pendant la guerre froide, l'Arabie Saoudite a utilisé ses pétrodollars pour propager le wahhabisme. Après le 11 septembre 2001, la diplomatie religieuse saoudienne a néanmoins connu une inflexion, dénonçant les excès des djihadistes et prônant l'« islam du juste milieu ». Cette nouvelle posture est renforcée depuis l'arrivée de Muhammad Ibn Abd Al-Karim Al-Isa à la tête de la Ligue islamique mondiale. On peut toutefois s'interroger sur la sincérité et l'effectivité de ce revirement.

politique étrangère

Depuis 2015, le prince Mohammed Ben Salmane (MBS), héritier du trône saoudien et homme fort du régime, multiplie les signes d'ouverture à travers une politique de séduction, notamment à l'égard des partenaires occidentaux. Il profite de toutes les occasions pour mettre en scène sa volonté de « réformer » et « moderniser » son pays. Ce projet, que d'aucuns qualifient de « refondation », ne peut toutefois se faire sans une réévaluation de la place de la religion dans l'espace social et le dispositif étatique. En effet, le wahhabisme, appelé également salafisme, est au fondement même de l'entité politique saoudienne. Depuis la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, cette version littéraliste et rigoriste du sunnisme permet à la famille régnante non seulement de légitimer son pouvoir, mais encore d'étendre son influence dans plusieurs régions du monde à travers une diplomatie religieuse dynamique.

Pour reconfigurer le champ social, MBS aspire à réduire l'influence de cette doctrine à travers une série d'initiatives, comme l'amélioration de la situation des femmes ou la démocratisation des divertissements. Bien que cette politique ait suscité l'enthousiasme de certains milieux, particulièrement en Occident, plusieurs indices incitent à la prudence, pour ne pas dire au scepticisme<sup>1</sup>. Il en va de même dans le domaine de la politique

1. Voir par exemple N. Mouline, « Saudi Arabia Will Remain Wahhabi », *Oasis*, n° 27, 2018, p. 77-88 ; S. Lacroix, « Saudi Arabia and the Limits of Religious Reform », *Review of Faith and International Affairs*, vol. 17, n° 2, 2019, p. 97-101.

étrangère. Accusée d'exporter le wahhabisme au lendemain des attentats du 11-Septembre, l'Arabie Saoudite clame haut et fort sa volonté de mettre fin à ses stratégies prosélytes.

S'agit-il d'une inflexion sincère ou d'un trompe-l'œil visant à redorer l'image du régime ? Pour tenter de répondre à cette question, on reviendra ici sur les origines, les outils et les objectifs de la diplomatie religieuse saoudienne, avant d'analyser ses nouvelles orientations, notamment à travers les paroles et actes du secrétaire général de la Ligue islamique mondiale (LIM), vaisseau amiral de cette diplomatie. Les « nouvelles postures » seront enfin mises à l'épreuve des données empiriques.

### Aux fondements d'une prétention

Si les dirigeants saoudo-wahhabites ont, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, des ambitions hégémoniques, ils n'ont pas toujours disposé des ressources matérielles et immatérielles indispensables à leur dessein. Ce n'est que sous le règne du roi Abd Al-Aziz (1902-1953) qu'un noyau de diplomatie religieuse voit le jour. Celle-ci a un double objectif : « blanchir » le wahhabisme, présenté désormais comme une nouvelle orthodoxie, et accroître le prestige du souverain, qui doit être vu comme indépendant et respectueux de la charia<sup>2</sup>.

Modeste au départ, cette diplomatie religieuse connaît un tournant majeur à la fin des années 1950. Les rois Saoud (1953-1964) et Fayçal (1964-1975) veulent à tout prix contrer les prétentions hégémoniques du panarabisme qu'incarne le président égyptien Nasser. La seule ressource idéologique fiable à leur disposition est la religion. Ils décident donc, avec la bénédiction des puissances occidentales, d'épouser la cause du pan-islamisme. Les Saoud lancent rapidement, avec le soutien de l'*establishment* religieux, une contre-offensive diplomatique baptisée politique de « solidarité islamique » (*al-tadamun al-islami*).

Après l'effondrement du panarabisme au lendemain du conflit israélo-arabe de 1967, le régime saoudien ne renonce nullement à ces outils de *soft power*. Au contraire, il profite de l'augmentation des prix du pétrole, de la mise en place de systèmes autoritaires crapuleux dans la région, des bouleversements que connaissent les sociétés musulmanes, et de la complaisance des puissances occidentales pour accroître son influence. En d'autres termes, Riyad a tiré parti du contexte géopolitique de la guerre froide pour confisquer – au profit de ses intérêts politico-religieux – les différents

2. N. Mouline, *Les Clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite, XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2011.

projets de (ré)unification de l'Oumma que les réformistes et leurs héritiers ont appelé de leurs vœux depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

### Entre propagande et prédication

Si, dans un premier temps, la diplomatie religieuse saoudienne a eu pour but principal de contourner les tentatives d'encerclement panarabistes, ses fonctions se sont multipliées par la suite, le royaume ayant dû faire face à de nouveaux concurrents ou ennemis. En plus du communisme et du libéralisme, ses cibles privilégiées sont le chiisme promu par l'Iran khomeyniste à partir de 1979, l'islamisme porté par les différents groupes issus des Frères musulmans à partir de 1991, et le djihadisme à partir de 2001.

Cette stratégie défensive se double d'une posture plus offensive, qui a pour but de promouvoir l'image de l'Arabie Saoudite. Jusqu'au début du nouveau millénaire, Riyad veut se donner l'image de l'État islamique idéal appliquant intégralement la charia, encourageant le djihad, soutenant toutes les causes musulmanes – mêmes les plus radicales –, et venant en aide aux croyants en détresse à travers le monde. Remettre les musulmans sur le droit chemin et assurer la conversion de nouvelles âmes à travers la prédication (*al-da'wa*) sont un *leitmotiv* de la monarchie et de l'*establishment* religieux. Ce principe est tellement important à leurs yeux qu'on l'inscrit dans la Loi fondamentale (*al-Nizam al-asi*) promulguée en 1992 (article 23).

La stratégie d'influence déployée par Riyad ne repose pas seulement sur l'organisation de rencontres, de sommets et de congrès. Elle s'appuie aussi sur des institutions permanentes qui promeuvent l'identité et les valeurs traditionnelles dans les domaines religieux, politique, économique, éducatif et humanitaire. Un réseau d'organisations gouvernementales et non-gouvernementales voit ainsi le jour, en particulier l'université islamique de Médine, la Ligue islamique mondiale, l'Organisation de la conférence islamique, l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane, et les Bureaux de prédication à l'étranger affiliés au ministère des Affaires islamiques.

Pour assouvir ses aspirations à la fois pragmatiques et dogmatiques, l'Arabie Saoudite dépense ses pétrodollars sans compter. Du fait de la multiplicité des intervenants – publics et privés – et de l'opacité du

3. Sur ces questions voir P. Conesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad : la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, Paris, Robert Laffont, 2016 ; 'A. al-Suwayyigh, *al-Islam fi al-siyasa al-kharjiyya al-su'udiyya*, Riyad, Institute of Diplomatic Studies, 1992 et G. Salamé, *al-Siyasa al-kharjiyya lil-mamlaka al-'arabiyya al-Su'udiyya mundhu 1945*, Beyrouth, Ma'had al-inma' al-'arabi, 1980.

## Promouvoir un islam du « juste milieu » ?

système, il est très difficile chiffrer les sommes allouées par le régime à la diplomatie religieuse. Même si elles doivent être maniées avec précaution, les estimations fournies par quelques services de renseignement occidentaux et les maigres informations distillées par les Saoudiens et leurs affidés varient entre 80 et 200 milliards de dollars, soit un budget annuel oscillant entre 1,4 et 4 milliards de dollars<sup>4</sup>. À titre de comparaison, les services de propagande soviétique auraient déboursé annuellement environ 3 milliards de dollars dans les années 1980.

### Les premières inflexions

Si elle connaît son âge d'or dans les années 70 et 80, la diplomatie religieuse de Riyad vit sa première grande crise après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Une grande partie des factions liées aux Frères musulmans se désolidarise de l'Arabie Saoudite quand celle-ci appelle au secours les troupes américaines. Pire, une contestation islamiste voit le jour au cœur même du royaume.

Après un temps de flottement, les Saoud et l'*establishment* wahhabite reprennent les choses en main. D'une part ils assainissent et restructurent le champ religieux local, de l'autre ils s'efforcent de revoir leur stratégie d'influence religieuse à l'étranger. C'est dans ces circonstances que le Conseil supérieur des affaires islamiques (*al-Majlis al-a'la li al-shu'un al-islamiyya*) est mis en place en 1994. Il a pour mission de superviser les transactions liées aux activités religieuses à l'étranger. Cette volonté de contrôle, notamment de la distribution d'argent, reste néanmoins théorique tant que le régime ne se sent pas vraiment menacé.

Les attentats du 11-Septembre et les attaques d'Al-Qaïda sur le sol saoudien à compter de 2003 mettent la pression sur le régime. Pour se défendre de l'accusation de soutenir directement ou indirectement le terrorisme<sup>5</sup>, et par la même occasion blanchir une nouvelle fois le wahhabisme, la

4. T. Wilson, « Foreign Funded Islamist Extremism in the United Kingdom », Centre for the Response to Radicalisation and Terrorism, *Research Paper*, n° 9, 2017 ; P. Conesa, *Dr. Saoud et Mr. Djihad*, op. cit., p. 121-123 et 253 ; E. Novikov, « The Muslim World League: Agent of Wahhabi Propagation in Europe », *Terrorism Monitor*, n° 9, 2005 ; K. Al-Nimri, *Ishamat Rabitat al-'alam al-Islami fi Bina' iqtisad islami bayna al-duwal al-islamiyya*, La Mecque, 2005 ; « Billions Spent by Saudi Royal Family to Spread Islam to Every Corner of the Earth », Middle East Media Research Institute, *Special Dispatch*, n° 360, 27 mars 2002.

5. D. Gold, « Saudi Arabia's Dubious Denials of Involvement in International Terrorism », Jerusalem Center for Public Affairs, 1<sup>er</sup> octobre 2003 ; G. R. Simpson, « List of Early al Qaeda Donors Points to Saudi Elite, Charities », *The Wall Street Journal*, 18 mars 2003 ; A. B. Prados et C. M. Blanchard, « Saudi Arabia: Terrorist Financing Issues », Congressional Research Service, 14 septembre 2007, p. 19 ; Département du Trésor des États-Unis, « Kingpin Act Designations; Counter Terrorism Designations Removals », 16 août 2016.

monarchie et l'*establishment* religieux ouvrent plusieurs chantiers aux niveaux local et international. Les autorités politico-religieuses s'évertuent à démontrer qu'elles prennent le problème de la radicalisation au sérieux à travers des mesures idéologiques, juridiques et institutionnelles.

Alors qu'un discours promouvant un islam du juste milieu – dont les contours ne seront jamais précisés – voit le jour, les principaux clercs wahhabites essaient tant bien que mal de redéfinir quelques concepts fondamentaux tels le *takfir* (l'exclusion de la communauté et du salut) et *al-wala' wa al-bara'* (l'allégeance et la rupture). Ils tentent également d'expliquer que les idées radicales résultent d'une mauvaise interprétation des sources scripturaires par les Frères musulmans et leurs avatars djihadistes. En conséquence, plusieurs textes juridiques, notamment ceux promulgués en 2014, criminalisent le financement et l'appartenance à des groupes se réclamant de ces idéologies<sup>6</sup>. Ces textes complètent et précisent sur bien des points les dispositions déjà prises en 2003, 2004 et 2008 pour réglementer l'envoi des dons à l'étranger : nulle transaction ne peut désormais être effectuée sans l'aval de l'Autorité monétaire saoudienne et du ministère des Affaires étrangères<sup>7</sup>. Des dizaines d'ONG soupçonnées de financer des mouvements radicaux, dont la plus importante est Al-Haramayn, ont été dissoutes, du moins officiellement<sup>8</sup>...

Parallèlement, la monarchie et ses alliés donnent à voir leur volonté d'ouverture sur les autres tendances religieuses en inaugurant des dialogues intra et interreligieux. Plusieurs rencontres officielles et officieuses ont lieu en Arabie Saoudite et à l'étranger. Par exemple, le roi Abdallah (2005-2015) est le premier souverain saoudien à rencontrer un pape en 2007. L'année suivante, il organise à Madrid une « grande messe ». Une déclaration finale y affirme même l'unicité du genre humain et le refus du choc des civilisations... En 2012, il lance le Centre international du roi Abdallah pour le dialogue interreligieux et interculturel à Vienne.

Si les initiatives et mesures mises en œuvre par les Saoud et leurs affidés tout au long des premières années du nouveau millénaire leur ont permis de redorer partiellement leur blason, en donnant à voir leur volonté de

6. «La Loi antiterroriste», disponible sur : <[www.sama.gov.sa](http://www.sama.gov.sa)> ; «Amr malaki : al-sijn lil-musharikin fi a'mal qitaliyya kharij al-mamlaka», *Al-Riyadh*, 3 février 2014, disponible sur : <[www.alriyadh.com](http://www.alriyadh.com)> ; «Al-Su'udiyya: Hizb Allah wa al-ikhwan wa da'ish jama'at irhabiyya», *Alarabiya*, 7 mars 2014, disponible sur : <[www.alarabiya.net](http://www.alarabiya.net)>.

7. «La Loi contre le blanchiment d'argent», disponible sur : <[www.sama.gov.sa](http://www.sama.gov.sa)> ; «Al-Su'udiyya tushakkil hay'a li-idarat al-'amal al-khayri bil-kharij», *Al-jazeera*, 28 avril 2004, disponible sur : <[www.aljazeera.net](http://www.aljazeera.net)>.

8. Conseil de sécurité de l'ONU, «Al-Haramain Islamic Foundation (Bosnia And Herzegovina)», disponible sur : <[www.un.org](http://www.un.org)>.

s'ouvrir sur le monde et de combattre le terrorisme, notamment au niveau interne, celles-ci n'affectent ni la nature théocratique et ultraconservatrice du régime, ni les principales orientations de sa diplomatie religieuse. En effet, les données disponibles, notamment les statistiques officielles et les télégrammes confidentiels révélés par Wikileaks en 2015, prouvent que le royaume a continué non seulement à soutenir un grand nombre de groupes islamistes dont certains sont armés, mais également à exporter ses doctrines dans toutes les régions du monde. Une certaine hausse de ces activités a même pu être observée suite aux soulèvements populaires de 2011 dans le monde arabe, et à la montée en puissance de Daech.

### Le grand tournant ?

L'intronisation du roi Salmane en 2015 semble ouvrir une nouvelle page de l'histoire saoudienne. À la faveur de circonstances exceptionnelles, Mohammed (MBS), son fils préféré, parvient en quelques mois seulement à monopoliser le pouvoir de manière inédite. Afin de légitimer ses ambitions absolutistes, le nouvel homme fort du régime aspire à « réformer » l'État et à « reconfigurer » l'espace social. Il prétend, entre autres, prendre ses distances avec les idées radicales, s'autoproclamant chantre d'un islam modéré et tolérant...

### Convaincre que l'Arabie Saoudite change définitivement de cap

Cela se traduit essentiellement par de grandes campagnes de relations publiques, agrémentées d'un certain nombre de mesures « libérales » sur le plan intérieur, comme la limitation des pouvoirs répressifs de la police religieuse, l'octroi aux femmes du droit de conduire, l'ouverture de cinémas, ou encore l'organisation de concerts. Au niveau international, MBS assure vouloir rompre avec les pratiques d'antan, en redéployant la diplomatie religieuse de son pays. Pour ce faire, il compte utiliser la LIM, l'un des principaux leviers du *soft power* saoudien depuis presque six décennies.

Le 11 août 2016, Abdallah Al-Turki, un des membres les plus influents et les plus conservateurs de l'*establishment* religieux, quitte ses fonctions de secrétaire général de la LIM après seize années de mandat. Il est remplacé par un autre cleric, jugé plus ouvert et surtout plus docile : Muhammad Ibn Abd Al-Karim Al-Isa. La feuille de route de cet ancien ministre de la Justice et membre du Comité des oulémas – la plus haute instance religieuse du pays – est toute tracée : il doit convaincre ses interlocuteurs, particulièrement les partenaires occidentaux, que l'Arabie Saoudite a définitivement changé de cap. À cet effet, il sillonne le monde, multiplie les rencontres avec des dignitaires religieux, des personnalités politiques et intellectuelles

de différentes sensibilités, organise des conférences et des forums intra et interreligieux, donne une kyrielle d'interviews. Trois orientations structurent désormais le discours de la diplomatie religieuse saoudienne : l'encouragement à l'intégration des minorités musulmanes, la lutte contre le radicalisme, et la promotion du dialogue interreligieux.

L'un des piliers de la rhétorique diplomatique saoudienne depuis les années 1920 est l'incitation des musulmans à valoriser leur identité religieuse, en tant que membres de l'Oumma, au détriment de toute autre appartenance, en particulier nationale. Ce discours prend des proportions inédites à la faveur du développement de la politique de solidarité islamique initiée par le royaume vers la fin des années 1950. Mais cette arme, si bénéfique au départ, se retourne contre ses instigateurs dès le début des années 1990, quand une partie des Frères musulmans ainsi que les djihadistes l'utilisent pour délégitimer le régime saoudien et justifier leur propre projet de réunification de la communauté sous l'égide du califat<sup>9</sup>.

Pour se prémunir contre ce danger, la monarchie commence petit à petit à louer les mérites de l'État national. Le processus s'accélère à partir de 2017, quand le secrétaire général de la LIM appelle à plusieurs reprises les musulmans à concilier identité religieuse et sentiment national. Ces derniers doivent absolument respecter les institutions et les lois de leurs pays, quelle que soit leur origine. Cela vaut encore plus pour les minorités musulmanes, qui sont dans l'obligation de se débarrasser de toute velléité communautariste, et qui doivent opter pour une intégration positive (*al-indimaj al-ijabi*)<sup>10</sup>. Ainsi, les femmes qui habitent dans des contrées où le port du voile est proscrit n'auraient d'autre choix que de se soumettre aux lois, ou quitter le territoire<sup>11</sup>. Il en va de même pour les *fatwas*, qui ne peuvent avoir un caractère valide que si elles sont appliquées à l'intérieur des frontières de l'autorité émettrice. Promulgués pour répondre à des besoins particuliers dans un contexte spécifique, ces avis juridiques ne peuvent avoir de portée universelle. Il est donc inenvisageable de les exporter, notamment en Occident<sup>12</sup>.

Si la lutte idéologique, économique et militaire contre le djihadisme débute dès les années 1990, elle revêt une dimension nouvelle après les

9. M. Al-Rasheed, *Contesting the Saudi State: Islamic Voices from a New Generation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007 ; S. Lacroix, *Les Islamistes saoudiens. Une insurrection manquée*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

10. Voir *Al-Rabita*, n° 611, 2017, p. 11-12 et n° 629, 2019, p. 18-29.

11. » Yata'ayyan al-qubul bi-qawanin hazr al-hijab », *Deutsche Welle*, 10 mai 2017, disponible sur : <[www.dw.com](http://www.dw.com)>.

12. Voir *Al-Rabita*, n° 639, 2019, p. 4-11.

attentats du 11 septembre 2001, et les attaques d'Al-Qaïda sur le sol saoudien à compter de 2003. Il est donc naturel que l'action de la LIM s'inscrive dans la continuité de ce combat de longue haleine. Son nouveau secrétaire général profite de toutes les occasions pour condamner le terrorisme, et rappeler sa nature illicite et criminelle. Il tente même, à plusieurs reprises, de redéfinir la notion de djihad, quitte à réarranger certains épisodes de l'histoire islamique<sup>13</sup>. Il affirme, par exemple, que le Prophète et les califes n'ont eu recours à cette pratique que pour des raisons défensives. Il est donc par conséquent interdit de commettre des actes terroristes, particulièrement contre les civils, et même en Israël<sup>14</sup>.

### L'instauration d'un dialogue intra et interreligieux

À plusieurs occasions, Al-Isa insiste sur le fait que la voie militaire est insuffisante pour exterminer le radicalisme, qui est avant tout une idéologie. Il faut donc d'une part, déconstruire cette idéologie en s'appuyant sur les « véritables sources » de la religion – qu'il ne prend jamais la peine de préciser –, et d'autre part mettre en avant la dimension modérée, tolérante et ouverte d'un islam qui allie harmonieusement authenticité et modernité (*al-asala wa al-mu'asara*)<sup>15</sup>.

Connus depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle pour leur rejet de toute forme d'altérité, les dépositaires du wahhabisme ont tenté tout au long du XX<sup>e</sup> siècle de se défaire de leur image négative en s'ouvrant à d'autres courants religieux, musulmans et non-musulmans<sup>16</sup>. Cette politique de la main tendue reste toutefois timide et superficielle, principalement à cause des doctrines ultraconservatrices défendues par les gardiens de cette tradition, du manque de volonté de la part des Saoud, et de la complaisance occidentale. Considéré comme l'un des parrains du terrorisme islamiste au lendemain des attentats du 11-Septembre, le régime de Riyad subit une énorme pression, notamment de la part du partenaire américain. Pour desserrer l'étau, la monarchie et ses alliés religieux donnent à voir leur volonté d'ouverture. Le roi Abdallah instaure, entre autres, un dialogue intra et interreligieux dès 2003. Celui-ci devient sous MBS l'un des piliers de la diplomatie religieuse saoudienne.

13. Voir *Al-Rabita*, n° 616, 2018, p. 52-57.

14. A.-B. Hoffner, « Mohammed Al-Issa : un musulman qui ne respecte pas les lois de la République ne pratique pas l'islam authentique », *La Croix*, 24 septembre 2019, disponible sur : <www.la-croix.com> ; « Former Saudi Minister Says Violence Unacceptable Even in Israel », *The Middle East Monitor*, 22 novembre 2017, disponible sur : <www.middleeastmonitor.com>.

15. Reuters, « Saudi to Open Militant-Monitoring Center During Trump Visit », 20 mai 2017, disponible sur : <www.reuters.com> et *Al-Rabita*, n° 633, 2019, p. 1.

16. N. Mouline, *Les Clercs de l'islam, op. cit.*, et Muti' Nunu, *Hiwar al-hadarat bayna al-mamlaka al-'arabiyya al-su'udiyya wa al-Vatican*, Riyad, 2004.

Depuis sa nomination à la tête la LIM en 2016, Muhammad Al-Isa a pris son bâton de pèlerin pour aller plaider la cause de son pays aux quatre coins du monde. Qu'il soit à Salt Lake City, Washington, New York, Oxford, Paris, Genève, Moscou ou Colombo, le clerc saoudien répète infatigablement le même message : les êtres humains sont tous égaux ; leurs différences culturelles et religieuses résultent d'une volonté divine indiscutable ; c'est pour cela que l'islam, religion de paix et de tolérance, incite ses adeptes à reconnaître l'Autre et à entamer avec lui un dialogue constructif afin de dépasser tous les préjugés et les malentendus qui empêchent un meilleur vivre-ensemble. Par voie de conséquence, toute forme de violence devient illicite<sup>17</sup>.

Ce discours performatif se renforce d'actes symboliques. Alors que le secrétaire général de la LIM est reçu en grande pompe par plusieurs dignitaires chrétiens, particulièrement le pape François et le patriarche Cyrille, des délégations des différentes tendances du christianisme se rendent en Arabie Saoudite<sup>18</sup>. Certaines, à l'instar de la députation copte en 2018, sont même autorisées à organiser une messe « publique »<sup>19</sup>. Cette concession, banale en apparence, est très importante aux yeux de Riyad, toutes les manifestations d'appartenance à une religion autre que l'islam étant formellement interdites.

Si les relations avec les principales autorités chrétiennes connaissent un véritable réchauffement, celles avec les Juifs font un grand bond en avant. En effet, Al-Isa reconnaît officiellement l'Holocauste en janvier 2018, et effectue une visite au musée qui lui est consacré à Washington quelques mois plus tard<sup>20</sup>. L'année suivante, il réitère sa reconnaissance, et appelle les musulmans à faire de même, tout en rappelant que l'islam véridique est foncièrement contre ce genre de crimes abominables<sup>21</sup>. En janvier 2020, il participe aux commémorations marquant le 75<sup>e</sup> anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz, et dirige sur place une prière pour les victimes<sup>22</sup>. Tout cela n'aurait pas pu être possible sans des rencontres et des échanges réguliers avec des personnalités juives.

17. Voir *Al-Rabita*, n° 637, 2019, p. 2 et n° 633, 2019, p. 4-39.

18. «MWL, Vatican Bolster Interfaith Dialogue», *Asharq Al-Awsat*, 22 avril 2018, disponible sur : <<https://aawsat.com>> ; «Saudi Arabia's Crown Princes Hosts Christian Evangelical Leaders», *NBC News*, 2 novembre 2018, disponible sur : <[www.nbcnews.com](http://www.nbcnews.com)>.

19. «Awwal quddas qibtî fi al-su'udîyya», *Alhurra*, 2 décembre 2018, disponible sur : <[www.alhurra.com](http://www.alhurra.com)>.

20. «Breaking News: Statement on Holocaust Remembrance from Head of Saudi-Based Muslim World League», *The Washington Institute*, 25 janvier 2018, disponible sur : <[www.washingtoninstitute.org](http://www.washingtoninstitute.org)>.

21. M. Al-Issa, «Why Muslims from Around the World Should Remember the Holocaust», *The Washington Post*, 25 janvier 2019, disponible sur : <[www.washingtonpost.com](http://www.washingtonpost.com)>.

22. «Visite historique de responsables musulmans dans le camp d'Auschwitz», *i24News*, 23 janvier 2020, disponible sur : <[www.i24news.tv](http://www.i24news.tv)>.

En plus des réunions bilatérales, le secrétaire général de la LIM prend beaucoup de soin à (co)organiser et mettre en scène des rassemblements «œcuméniques», pour montrer la volonté d'ouverture de son pays, et sa capacité à mobiliser un nombre important de personnalités religieuses, politiques et intellectuelles de différents horizons. Par exemple, La Mecque accueille en mai 2019 un sommet sur : «Les valeurs du juste milieu et de la modération dans le Coran et la Sunna», en présence de 1 200 religieux appartenant aux principales branches de l'islam. En août de cette même année, un autre sommet, cette fois interreligieux, réunit à Colombo 2 000 personnes, dont des représentants de l'islam, du christianisme, du judaïsme, du bouddhisme et de l'hindouisme. Quelques semaines plus tard, les responsables du Grand rabbinat de France, du Conseil des Églises chrétiennes en France (catholiques, protestants et orthodoxes) et de la LIM se retrouvent à Paris dans le cadre de la «Conférence internationale pour la paix et la solidarité».

Ces «grandes messes» politico-religieuses accouchent généralement de déclarations pleines de bonnes intentions à l'instar de la Charte de La Mecque<sup>23</sup> ou du Mémorandum d'entente et d'amitié<sup>24</sup>. Ces deux documents, qui font suite au Sommet de La Mecque et à la Conférence de Paris, présentent des points communs. Leurs signataires souhaitent lutter contre l'extrémisme et le fanatisme, en promouvant les valeurs de la coexistence. Pour ce faire, ils affirment que tous les êtres humains sont égaux. En conséquence, la liberté de conscience et la liberté religieuse doivent être garanties. Ce dernier point est capital, car s'il était suivi d'effet en terre d'islam, notamment en Arabie Saoudite où l'apostasie est punie de la peine capitale, il constituerait un changement majeur.

### Les limites d'une action asymétrique

Si l'on ne considère que les quatre dernières années, la diplomatie religieuse saoudienne donne indéniablement des signaux positifs d'ouverture. Mais à y regarder de plus près, le changement de cap reste fragile.

Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, la monarchie saoudienne et ses alliés ont périodiquement, notamment durant les phases de transition et les moments de crise, eu recours à cette même rhétorique de l'ouverture comme outil de légitimation et de décompression. Or il s'avère que, loin de donner lieu à un vrai processus d'évolution, palpable et

23. «Al-Nass al-kamil li-wathiqaat makka», *Albayan*, 30 mai 2019, disponible sur : <[www.albayan.ae](http://www.albayan.ae)>.

24. «Un mémorandum signé par trois instances de haut niveau représentant Juifs, chrétiens et musulmans, point d'orgue de la Conférence internationale de Paris», *Fondation de l'islam de France*, 18 septembre 2019, disponible sur : <<https://fondationdelislamdefrance.fr>>.

mesurable, il s'agissait le plus souvent de tactiques conjoncturelles, réversibles au gré des intérêts et des circonstances.

En outre, en dépit de la bonne volonté et des moyens déployés pour mener à bien cette entreprise, il reste qu'un certain nombre d'actes manqués de la LIM sont révélateurs de l'immense difficulté à surmonter un lourd héritage idéologique et institutionnel. Cette instance, censée être panislamique, défend corps et âme les positions du régime saoudien, même les moins consensuelles. Ainsi, un grand nombre de ses communiqués fustige la politique iranienne dans la région, soutient la guerre de Riyad au Yémen, prône l'innocence de MBS dans l'affaire Khashoggi, attaque régulièrement les Frères musulmans, soutient le blocus du Qatar ou encore remet en question la loi américaine contre le soutien du terrorisme (JASTA)<sup>25</sup>.

La LIM apparaît donc plus comme un outil saoudien qu'une instance transnationale fédératrice. De même, en dépit d'éléments de langage en faveur de l'acceptation de l'Autre, certaines déclarations et écrits émanant de la LIM n'hésitent pas à condamner le chiisme, le christianisme et l'athéisme<sup>26</sup>.

Les responsables de la diplomatie religieuse, en particulier MBS et Al-Isa, s'appliquent toujours à blanchir le wahhabisme – qui demeure un fondement principal de la légitimité de la dynastie – en mettant sur le dos des seuls Frères musulmans et djihadistes toute expression d'extrémisme dans le monde musulman. Or sans reconnaissance critique de la part de responsabilité du wahhabisme dans la surenchère néo-traditionaliste qui gangrène les mondes musulmans, nul changement radical de paradigme ne sera possible. On notera toutefois que ce processus, même entamé, serait très complexe : la fabrique idéologique n'est en effet aucunement contrôlée de manière verticale par les Saoud. Elle résulte, au contraire, d'un maillage horizontal impliquant plusieurs parties prenantes à différents niveaux de la société, dont le contrôle ne pourrait se faire qu'à un coût très élevé, et au prix d'une confrontation directe et peut-être mortelle avec *l'establishment* religieux. On peut donc comprendre que cette révision de fond ne soit pas à l'ordre du jour pour MBS et ses collaborateurs.

25. Voir *Al-Rabita*, n° 602, 2016, p. 4-6 et n° 614, 2017, p. 9 ; « Rabitat al-'alam al-islami : al-Su'udiyya 'alajat qadiyyat khashuqi bi-shafaiyya wa 'adl », *Al-Ain*, 20 octobre 2018, disponible sur : <<https://al-ain.com>> ; « Muhammad al-'Isa: al-islam al-siyyasi yuhaddidu al-jami' », *Alarab*, 20 septembre 2019, disponible sur : <<https://alarab.app>> ; « Rabitat al-'alam al-islami tu'rib 'an ta'yidiha al-kamil li-qarar qat' al-'alaqat ma'a qatar », *Al-Madina*, 5 juin 2017, disponible sur : <[www.al-madina.com](http://www.al-madina.com)> ; « Rabitat al-'alam al-islami tu'akkidu ta'yidaha lil-mamlaka bi-sha'n mawqifiha min majlis al-shuykh al-amriki », *Al-Riyad*, 18 décembre 2018, disponible sur : <[www.alriyadh.com](http://www.alriyadh.com)>.

26. Voir *Al-Rabita*, n° 601, 2016, p. 22-27, n° 605, 2017, p. 17-22 et n° 609, 2017, p. 41-43.

Outre la non-maîtrise de la fabrique idéologique, la LIM semble également souffrir du non-contrôle effectif de l'ensemble des canaux de diffusion de la diplomatie religieuse saoudienne. Si le vaisseau amiral de la nouvelle orientation diplomatique religieuse du pays est surmédiatisé, il n'en demeure pas moins que l'existence de nombreux autres acteurs, complémentaires ou concurrents, complexifie l'architecture du secteur diplomatique. En plus des instances officielles, dont les principales sont l'université islamique de Médine, les bureaux de la prédication à l'étranger affiliés au ministère des Affaires religieuses, on peut noter l'existence de dizaines de chaînes de télévision, de centaines de sites Internet, de milliers de comptes sur les réseaux sociaux, de maisons d'éditions, de magazines, de journaux, de fondations, d'associations et de *madrassas*. Le réseau semble tentaculaire et loin d'être centralisé, contrairement à ce que certains pensent ou laissent penser.

La LIM a elle-même du mal à contrôler ses propres structures et agents de terrain, comme le montre l'exemple de la grande mosquée de Bruxelles. Les autorités belges ont retiré en 2018 la gestion de cette dernière à la LIM après avoir découvert que les programmes de formation des imams comportaient toujours des éléments violents, antisémites et homophobes<sup>27</sup>. En fait, durant les quatre dernières années, la plupart des instances chargées ou auto-chargées d'opérationnaliser la diplomatie religieuse saoudienne n'ont quasiment pas modifié leurs pratiques, d'autant que leur champ d'intervention ne concerne pas, pour l'essentiel, les pays occidentaux, et en particulier l'Europe<sup>28</sup>.

Entre 1961 et 2018, plus de 41 000 étrangers ont été diplômés de l'université islamique de Médine. Seulement 1,5 % d'entre eux proviennent de pays occidentaux. Tous les autres sont originaires d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Actuellement, pas moins de 16 150 étudiants poursuivent leurs études dans cette université, dans les mêmes proportions<sup>29</sup>. Le ministère des Affaires islamiques dispose de 24 bureaux de prédication à l'étranger : 11 en Asie du Sud-Est, 8 en Afrique subsaharienne, 3 en Europe, 1 en Amérique du Nord et 1 en Australie. Pour l'année 2018 par exemple, ces bureaux ont enregistré plus de 2 millions d'activités prosélytes, dont 86 % en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. En outre, entre 2016 et 2018, 31 902 personnes ont embrassé l'islam directement en raison

27. A. de Carbonnel, « Belgium Takes Back Brussels' Grand Mosque from Saudi Government », *Reuters*, 16 mars 2018, disponible sur : <[www.reuters.com](http://www.reuters.com)> et « Formation des imams en Belgique : un rapport de l'OCAM lance l'alerte », *RTBF*, 9 mai 2018, disponible sur : <[www.rtf.be](http://www.rtf.be)>.

28. Pour une description plus détaillée de l'action des différents organes de prosélytisme saoudien, voir notre *Histoire du salafisme* à paraître chez Flammarion.

29. Statistiques officielles de l'université islamique de Médine.

du travail de ces bureaux de prédication, dont seulement 200 Français, 296 Britanniques, 55 Canadiens et 300 Australiens. Cela signifie que 97 % des nouveaux convertis sont originaires d’Afrique subsaharienne et d’Asie du Sud-Est. Enfin, entre 2015 et 2018, les techniciens et les cadres des bureaux de prédication à l’étranger ont fait 32 314 apparitions télévisuelles, soit 44 participations par jour, essentiellement sur des supports africains et sud-asiatiques...<sup>30</sup>

Au vu des actes et paroles d’Al-Isa, et notamment de l’annonce en janvier 2020 du retrait de la LIM de la gestion de la mosquée de Genève<sup>31</sup>, il semble clair que l’Arabie Saoudite de MBS est prête à sacrifier sa diplomatie religieuse en Occident sur l’autel de ses intérêts politico-religieux. D’une part, Riyad rassure ses partenaires occidentaux, stratégiques pour la légitimité et la continuité du régime, et d’autre part elle sauve l’essentiel de son édifice prosélyte, qui se déploie surtout en Afrique et en Asie.

Quand bien même ce « sacrifice occidental » serait réel, il ne concernerait, jusqu’à preuve du contraire, que des institutions – en l’occurrence les mosquées –, somme toute coûteuses tant matériellement que symboliquement, alors même que d’autres canaux (médias, maisons d’édition, réseaux sociaux, prédicateurs, bourses, etc.), plus efficaces et moins visibles, demeurent actifs.




---

### Mots clés

Arabie saoudite  
Diplomatie religieuse  
Wahhabisme  
Salafisme

---

30. Selon les statistiques officielles du ministère des Affaires islamiques saoudien.

31. « La Mosquée est remise aux musulmans de Suisse », *Le Matin*, 19 janvier 2020, disponible sur : <[www.lematin.ch](http://www.lematin.ch)>.